

MINISTERE DE L'INDUSTRIE ET DE LA RECHERCHE

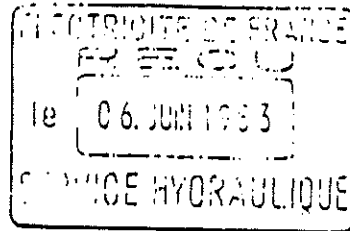
DIRECTION GENERALE DE L'ENERGIE ET DES MATIERES PREMIERES

DIRECTION
DU GAZ, DE L'ELECTRICITE
ET DU CHARBON

Paris, le 2 JUIL 1983
3-5, rue Barbet de Jouy
75700 PARIS CEDEX
Tél. : 558
Télex : DIGEC 250 757 F

réf. : LR/P - AE - 803

267



503200

Monsieur le Directeur,

Vous avez demandé que la concession de la Haute-Dordogne soit prorogée, en faveur de votre établissement, pour la durée de trente ans prévue par la loi, soit jusqu'au 31 décembre 2012.

Je rappellerai que l'aménagement de la Haute-Dordogne avait été accordée à la Compagnie du chemin de fer de Paris à Orléans, à laquelle a été substituée ultérieurement la SNCF, par un décret du 11 mars 1921 pris en application de la loi de finances du 31 juillet 1920 et dans les conditions de la loi du 16 octobre 1919 relative à l'utilisation de l'énergie hydraulique.

Par la suite, un décret du 6 janvier 1956 a approuvé la substitution d'Electricité de France à la S.N.C.F. en qualité de concessionnaire d'une partie de cet aménagement. Mais, l'article 28 du cahier des charges de concession n'a pas été modifié et a maintenu la fin de votre concession à la même date que celle du réseau de chemin de fer, sans qu'y soient ajoutées, en outre, les dispositions habituelles en matière de renouvellement de concession.

S'agissant toutefois d'une concession délivrée, comme il est dit ci-dessus, en application de la loi du 16 octobre 1919 et dont l'objet n'est plus l'accessoire d'une concession de chemin de fer mais seulement la fourniture d'énergie au public en utilisant l'énergie des cours d'eau, j'estime, que rien n'empêche de lui appliquer les dispositions de la loi du 16 octobre 1919 relatives

.../...

au renouvellement de concession et notamment celles de son article 13 qui dispose que :

"Dix ans au moins avant l'expiration de la concession, l'administration doit notifier au concessionnaire si elle entend ou non lui renouveler sa concession, à défaut par l'administration d'avoir, avant cette date, notifié ses intentions au concessionnaire, la concession est renouvelée de plein droit aux conditions antérieures, mais pour une période de trente années seulement."

Dans ces conditions, je vous confirme que la concession de la partie de la Haute-Dordogne accordée à Electricité de France par le décret du 6 janvier 1956 est prorogée jusqu'au 31 décembre 2012.

Veillez agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de ma considération distinguée.

Pour le Secrétaire d'Etat auprès du
Ministre de l'Industrie et de la Recherche
chargé de l'Energie,
et par Empêchement du Directeur Général
de l'Energie et des Matières Premières
Le Directeur du Gaz, de l'Electricité
et du Charbon,

G K

ALBERT

Monsieur le Directeur
de la Production et du Transport
d'Electricité de France
Service de la Production Hydraulique
14 et 16 rue de Miromesnil

75384 PARIS CEDEX 08